

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 septembre 2005
Français
Original: anglais

Soixantième session

Point 41 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil économique et social

**Lettre datée du 27 septembre 2005, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la République de Corée auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration de Séoul sur la gouvernance participative et transparente, adoptée lors du sixième Forum mondial Réinventer l'État, tenu à Séoul du 24 au 27 mai 2005 (voir annexe).

Le Forum, organisé par la République de Corée avec le concours du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a réuni 8 719 participants de 140 pays, dont sept chefs d'État et de gouvernement et 150 hauts fonctionnaires ainsi que plusieurs douzaines de responsables internationaux de haut niveau, dirigeants d'entreprises, chefs d'organisations non gouvernementales et universitaires.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixantième session de l'Assemblée générale au titre du point 41 de l'ordre du jour. La Mission permanente de la République de Corée et d'autres délégations présenteront un projet de résolution sur l'administration publique au titre de ce point.

Le Représentant permanent
(Signé) Y. J. Choi



**Annexe à la lettre datée du 27 septembre 2005, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la République de Corée**

**Déclaration de Séoul sur la gouvernance participative
et transparente**

Séoul (République de Corée), 24-27 mai 2005

Préambule

1. Le sixième Forum mondial Réinventer l'État, organisé par la République de Corée en association avec l'Organisation des Nations Unies, a réuni les représentants de gouvernements, d'organisations internationales, d'entreprises, d'organisations de la société civile et de milieux universitaires pour examiner les questions ayant trait à une bonne gouvernance. Les orateurs et experts ont fait part de leurs expériences, de leurs idées et de leurs réflexions au cours des six séances plénières et des neuf ateliers tenus dans le cadre du Forum.

2. Nous, les participants au sixième Forum mondial Réinventer l'État, tenu à Séoul (République de Corée) du 24 au 27 mai 2005 sur le thème « Vers une gouvernance participative et transparente » exprimons notre sincère gratitude au Président, S. E. M. Roh Moo-hyun, et au Gouvernement de la République de Corée pour l'efficacité avec laquelle ils ont préparé le Forum et l'hospitalité qu'ils nous ont offerte. Nous tenons aussi à remercier le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, qui a contribué à l'organisation du Forum ainsi qu'aux organisations internationales participantes du concours précieux qu'elles nous ont apporté lors de cette importante rencontre mondiale.

Généralités

3. De profondes mutations continuant d'avoir des répercussions sur les secteurs public et privé dans de nombreux pays, les gouvernements doivent d'urgence modifier le champ et la conduite de leurs activités pour faire face à ces défis aux niveaux national, régional et mondial. Les gouvernements s'efforcent de s'adapter au nouvel environnement créé par la mondialisation, la généralisation des processus démocratiques, la révolution des technologies de l'information et des communications et d'autres défis qui font obstacle au développement économique et social. Les succès remportés par les gouvernements à cet égard favorisent le développement socioéconomique et renforcent la confiance de leurs peuples dans la gouvernance.

4. C'est pourquoi, de nombreux gouvernements s'engagent actuellement dans la voie de la réinvention, de la privatisation, de la rénovation, de la réforme des cadres réglementaires et de la création de partenariats entre le secteur privé et le secteur public. Ces activités doivent être entreprises d'une manière qui réponde aux besoins de leurs populations, en particulier des pauvres, d'une manière plus transparente, participative et souple. À cet égard, nous félicitons le Gouvernement de la République de Corée et d'autres gouvernements d'avoir adopté et mis en œuvre la gouvernance participative et d'en avoir fait leur philosophie de base.

5. Prenant note des six forums régionaux qui ont été organisés sur le thème Réinventer l'État, en prévision du sixième Forum mondial, nous sommes convenus qu'un cadre global de bonne gouvernance, au sein duquel les gouvernements, les entreprises et la société civile œuvrent de concert pour relever les défis, est nécessaire pour assurer un développement social et économique durables. La gouvernance participative et transparente et l'octroi d'une attention particulière au développement économique et à l'équité sociale sont les éléments les plus importants à inclure dans le nouveau cadre, qui permettra d'atteindre les objectifs de développement convenus à l'échelon international, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire.

6. En conséquence, les participants au sixième Forum global Réinventer l'État ont adopté la présente Déclaration.

Recommandations

7. La gouvernance participative et transparente est un sujet d'actualité pour le Forum mondial Réinventer l'État car elle a d'importantes répercussions sur notre recherche commune d'une solution aux problèmes politiques, sociaux, économiques et administratifs qui se posent aujourd'hui. S'il appartient à chaque pays de dresser son propre bilan et de déterminer les meilleurs moyens de promouvoir la gouvernance participative et transparente, tous les secteurs de la société devraient œuvrer de concert pour développer et promouvoir la gouvernance participative et transparente pour le bien des populations.

8. Dans ce contexte, la mise en œuvre efficace de la gouvernance participative et transparente est fonction de la capacité des gouvernements de collaborer et de coopérer avec les divers secteurs de la société, notamment les entreprises, les syndicats, les organisations de la société civile et les citoyens. En encourageant la constitution de réseaux afin de créer des relations synergiques et une vaste collaboration entre tous ces secteurs, les gouvernements peuvent améliorer leur capacité de gouverner tout en assurant un équilibre des pouvoirs entre les différents secteurs.

9. Nous estimons que l'élimination de la pauvreté constitue aujourd'hui le plus grand défi auquel doit faire face l'humanité et une condition indispensable du développement durable, en particulier dans les pays en développement. Nous recommandons une bonne gouvernance tant au niveau national qu'à l'échelon international pour atteindre les objectifs de développement arrêtés au niveau national.

10. Nous considérons que, dans le cadre de la gouvernance participative et transparente, tous les intervenants ont la responsabilité individuelle et collective de promouvoir une bonne gouvernance et le développement humain. Sur cette base, nos recommandations sont regroupées sous les quatre rubriques ci-après : 1) innovation dans l'administration publique et intégration sociale; 2) économie de marché et gestion des entreprises; 3) gouvernance locale; et 4) société civile.

1. Innovation dans l'administration publique et intégration sociale

11. Les gouvernements doivent poursuivre leurs efforts pour se réinventer en institutionnalisant des pratiques novatrices et en coopérant étroitement avec divers secteurs de la société pour améliorer les capacités de l'État et la portée des services publics. À cette fin, les gouvernements devraient avoir recours à des instruments tels que les technologies de l'information et des communications, la gestion axée sur les réalisations, la budgétisation axée sur les résultats et le renforcement des contrôles.

12. Les applications novatrices des technologies de l'information et des communications de même que le développement de l'administration en ligne peuvent améliorer la participation des citoyens et de la société civile à la vie politique et à la prise des décisions, en rendant les organismes gouvernementaux plus accessibles, plus transparents et plus efficaces. Il faudrait renforcer les institutions soucieuses de l'intérêt public afin qu'elles puissent contribuer plus activement à la promotion de la gouvernance participative et transparente. Pour ce faire, il convient d'élaborer de solides indicateurs de la qualité de la gestion permettant d'évaluer la planification, la mise en œuvre et les résultats.

13. Les gouvernements doivent réduire les inégalités croissantes entre riches et pauvres, populations urbaines et populations rurales, privilégiés et défavorisés. Les gouvernements qui font face à une pauvreté extrême devraient élaborer et mettre en œuvre des stratégies nationales d'atténuation de la pauvreté en vue de réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté. En outre, ils doivent n'épargner aucun effort pour trouver un équilibre entre le travail et le bien-être, la croissance et la répartition de la richesse afin d'améliorer l'harmonie sociale, l'intégration et la qualité de la vie des citoyens en général.

14. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour devenir mieux à même de prévenir, gérer et régler les conflits entre les groupes nationaux. À cette fin, ils doivent promouvoir des modes de coopération fondés sur la coopération et la confiance mutuelle, tout en prônant la tolérance, le respect du multiculturalisme et la coopération entre les divers secteurs de la société.

2. Économie de marché et gestion des entreprises

15. Pour assurer une croissance économique et un développement durables, les gouvernements doivent prendre des mesures en vue d'instaurer un ordre économique fondé sur la liberté et l'équité. À cette fin, ils doivent assouplir les réglementations qui limitent la concurrence et renforcer la surveillance des pratiques de cette nature auxquelles s'adonnent les entreprises commerciales. Il convient de renforcer les normes et pratiques de comptabilité, d'audit et de publication de l'information non financière grâce aux efforts concertés des gouvernements et des milieux d'affaires afin d'assurer une gestion convenable des entreprises. Les gouvernements devraient aussi renforcer les réglementations et règles relatives à la publication de l'information pour faire en sorte que les intérêts des actionnaires minoritaires soient dûment protégés.

16. Les entreprises locales devraient s'efforcer d'améliorer leurs relations avec les communautés où elles sont implantées, et les sociétés multinationales devraient quant à elles promouvoir et appliquer des principes d'éthique plus stricts. Les sociétés doivent réaliser des transactions équitables, respecter le droit local et international et ne pas perdre de vue les conséquences de leurs politiques – aussi bien positives que négatives – pour les communautés et les milieux dans lesquels elles exercent leurs activités.

17. Les gouvernements devraient collaborer avec les entreprises pour encourager et favoriser les initiatives privées telles que la lutte contre la corruption, et assurer l'application équitable des législations et réglementations. Des réglementations et contrôles efficaces, à la fois internes et externes, aideront à déceler et à réduire au minimum les pratiques contraires à l'éthique avant qu'elles n'acquière des proportions endémiques au sein d'une entreprise, d'un secteur ou d'une économie nationale.

18. La réforme des entreprises publiques doit comporter la modernisation des processus de décision et l'adoption de pratiques novatrices propres à améliorer la productivité. Pour ce faire, il faut mettre en place de nouveaux systèmes mettant l'accent sur la responsabilité, l'obligation de rendre des comptes et l'évaluation de la gestion axée sur les résultats au sein de ces entreprises.

3. Gouvernance locale

19. Une bonne gouvernance exige un niveau approprié de décentralisation, d'innovation et de développement des administrations locales. La promotion de la décentralisation administrative et financière, l'informatisation de l'administration publique et la gestion axée sur les résultats peuvent conférer aux administrations locales une efficacité et une autonomie plus grandes. Nous accueillons avec satisfaction les efforts déployés par le Gouvernement de la République de Corée pour mettre en place des systèmes d'innovation régionaux dans le cadre desquels les gouvernements, les industries et les universités locales unissent leurs efforts au service du développement régional.

20. Nous estimons qu'il est essentiel de rendre les administrations locales plus responsables de leurs actes et plus transparentes pour instaurer avec succès une coopération et un partenariat à l'échelon local. Il faudrait renforcer l'obligation des administrations locales de rendre des comptes grâce à la réalisation de contrôles externes et internes par divers secteurs de la société. Par ailleurs, pour promouvoir l'efficacité et l'éthique dans la fonction publique et réduire la corruption, nous préconisons l'adoption de mesures propres à renforcer les systèmes d'évaluation et la transparence des administrations locales.

4. Société civile

21. Les gouvernements devraient reconnaître l'importance de la société civile et la faire participer en tant que partenaire au processus de décision et à la mise en application des politiques de l'État. Nous considérons que l'instauration de partenariats constructifs entre les États, les entreprises et la société civile est essentielle pour parvenir à un développement économique durable. Il faut pour cela que toutes les parties intéressées acceptent et encouragent la diversité entre les sexes, les races, les groupes ethniques, les classes, les religions, les croyances, les régions et les cultures.

22. Nous considérons que les organisations de la société civile peuvent contribuer utilement aux efforts visant à assurer un système de gouvernement comptable de ses actes, transparent et responsable. Une telle participation exige que ces organisations trouvent des moyens novateurs de placer les citoyens au centre de la gouvernance. Nous estimons aussi que les organisations de la société civile doivent tirer parti des technologies de l'information et des communications pour améliorer la productivité et faire en sorte qu'elles soient elles-mêmes plus comptables de leurs actes et plus transparentes.

23. Nous sommes conscients que les organisations de la société civile jouent un rôle important dans la création et le maintien de la cohésion sociale et du sentiment de confiance qui sont indispensables pour assurer le fonctionnement harmonieux des sociétés modernes. Nous savons qu'en encourageant la participation des citoyens des organisations bénévoles privées, nous pouvons inspirer une plus grande confiance dans les institutions publiques avec lesquelles ces organisations traitent.

24. La société civile devrait rechercher et définir de nouvelles formes de participation civique à l'échelon mondial afin de rendre plus transparentes et démocratiques les décisions des organisations intergouvernementales. Il importe de prendre conscience du fait que la société civile de chaque pays acquerra une plus grande efficacité en échangeant des données d'expérience et en nouant des contacts avec les organisations de la société civile d'autres pays tout en acceptant la diversité de ses partenaires dans le monde entier.

Mesures de suivi

25. Nous accueillons avec satisfaction le fait que le Ministère de l'administration publique et des affaires intérieures de la République de Corée entreprendra prochainement, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, une étude de faisabilité concernant la création à Séoul d'un centre des Nations Unies pour la gouvernance. Nous sommes fermement convaincus qu'une fois créé, ce centre sera un important pôle régional et international pour la promotion de la recherche, la diffusion des informations requises et l'organisation de stages de formation sur la manière de réinventer l'État, y compris l'administration en ligne, à l'intention des fonctionnaires, des sociétés civiles et des entreprises.

26. Nous estimons qu'en cette ère de l'information et des communications, il faut d'urgence mettre en place un système en ligne pour diffuser des informations sur la manière de réinventer l'État. À cet égard, nous nous félicitons de l'engagement pris par le Ministère de l'administration publique et des affaires intérieures d'envisager la création d'un portail pour l'échange en ligne d'informations sur les innovations et les pratiques optimales en matière de bonne gouvernance.

Septième Forum mondial

27. Nous remercions le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies d'avoir offert d'accueillir en 2006 le septième Forum mondial Réinventer l'État. Nous apprécions la contribution du Gouvernement italien aux ateliers du Forum mondial et nous l'encourageons à continuer d'apporter son soutien lors du septième Forum mondial. Nous serons heureux de bénéficier de l'aide du Gouvernement de la

République de Corée lors du septième Forum mondial et nous invitons d'autres États Membres de l'ONU et organisations internationales à apporter eux aussi leur concours.
